



À la [1] : « Fractures françaises » : quelle place pour les syndicats ?



Chaque année depuis 2013, la Fondation Jean-Jaurès, en lien avec le Monde, le Cevipof, l'institut Montaigne et Ipsos, mène une grande enquête intitulée « Fractures françaises ». De nombreuses informations quantitatives permettent de mesurer l'état de l'opinion française et de déceler les évolutions d'année en année. En 2025, plusieurs indications révèlent une société plus morcelée et en proie aux inquiétudes. L'enquête aborde également la place des syndicats en France, avec des questions nouvelles, et là aussi les signaux sont au rouge. Décryptage ci-dessous avec quelques tentatives d'explication.

Les résultats de l'enquête 2025 montrent globalement qu'il existe de plus en plus de fractures dans notre société : Gilles Finchelstein, secrétaire général de la fondation, insiste sur l'« extrême droitisation » de la vie politique et des préférences partisans, et Antoine Bristielle, quant à lui, en tant que directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation Jean-Jaurès, montre les inquiétudes dans la société et le climat de résignation.

Cela touche principalement les opinions politiques, mais c'est l'ensemble des institutions dans notre pays qui sont ainsi remises en cause. De plus, l'opinion doute également de la fiabilité des médias, tout comme elle exprime des incertitudes grandissantes sur l'avenir. Les corps intermédiaires ne sont pas épargnés, et on peut faire un focus sur les syndicats.

La suite sur notre site : <https://centrehenriaigueperse.com/2025/10/30/fractures-francaises-quelle-place-pour-les-syndicats/>

Ce mois-ci notre lettre mensuelle en ligne est aux couleurs de novembre bleu, campagne annuelle mondiale destinée à sensibiliser les hommes au dépistage du cancer de la prostate et des testicules et à récolter des fonds pour la recherche ; événement dont le symbole est le ruban bleu.



Le [CHIFFRE] : 1972 naissance de la prévention routière

A l'occasion de la Journée mondiale du souvenir des victimes de la circulation routière, le centre Henri Aigueperse souhaite revenir sur la naissance de la prévention routière. En effet, inscrite de manière indiscutable dans le paysage législatif actuel, la politique de prévention routière ne s'est pas construite sans difficulté ; pendant très longtemps, elle a même été niée comme devant faire partie des préoccupations étatiques. Ainsi, dans les années 1950-1960, la voiture, alors en plein essor, est synonyme d'une liberté individuelle ne semblant pas pouvoir souffrir de règles restrictives à son usage.

Un évènement local symptomatique d'une société inégalitaire

Il aura fallu un fait divers social et meurtrier pour que les lignes commencent à bouger. Le 25 avril 1972, sur une route départementale près d'Ancenis (Loire-Atlantique), une collision frontale entre un poids lourd et une camionnette de « ramassage ouvrier » provoque un bilan effroyable : douze morts, dont neuf femmes.

Pour poursuivre : <https://centrehenriaigueperse.com/2025/11/07/la-prevention-routiere-du-fait-divers-social-a-lelaboration-dune-politique-nationale/>

Dans ce numéro

- [1]
Quelle place pour les syndicats ?
- [2]
1972 Naissance de la prévention routière
- [3]
Taxer les riches c'est possible ?
- [4]
Le Podcast du Centre Henri Aigueperse
Timothée Duverger
- [5]
Novembre, le mois de l'économie
sociale et solidaire
- [6]
Histoire
- [7]
Agenda
- [8]
Notre portrait : Marguerite Bodin
- [9]
Édito : pourquoi commémorer ?

[Quoi de **9** ?]



[RECHERCHE] : Taxer les riches, c'est possible ? Retour sur l'expérience du New Deal de Roosevelt

La question de la refonte de notre système, et surtout sur la taxation des plus hauts revenus dans une période de crise économique et sociale importante, est aujourd'hui de plus en plus présente. On peut le saluer, à condition que les échanges reposent sur un débat argumenté, et non pas sur des invectives qui n'éclairent pas les enjeux. Comme tout sujet économique, ce débat est complexe et l'Histoire peut nous aider à voir plus clair. Du New Deal à la taxe Zucman, plusieurs expériences nous montrent que oui il est possible de taxer les riches au nom de la justice sociale.

La politique fiscale à mener en France est actuellement l'objet d'après discussions : pour autant, un consensus autour de la taxation des hauts revenus s'impose chaque jour de plus en plus. Les expériences historiques nous montrent que cela est en effet bénéfique, en dépit de nombreuses difficultés.

L'expérience Roosevelt

La politique menée par le président Franklin Roosevelt dans les années 1930 aux États-Unis en est l'illustration.

Pour poursuivre : <https://centrehenriaigueperse.com/2025/09/23/taxer-les-riches-cest-possible-retour-sur-l'experience-du-new-deal-de-roosevelt/>

[L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE]: Interview de Timothée DUVERGER

Timothée Duverger, responsable de la chaire Territoire de l'économie sociale et solidaire (ESS) à Sciences Po Bordeaux et chercheur au Centre Émile Durkheim, présente dans ce podcast ses travaux d'analyse du fonctionnement des sociétés et, plus spécifiquement, l'histoire et le développement de l'ESS. Son témoignage vous permettra non seulement de mesurer le poids de ce modèle économique en France, mais surtout son importance pour les libertés démocratiques. Notre podcast, de part la richesse des échanges est décliné en deux parties :

Episode 1 - Étude des changements institutionnels et origines historiques de l'économie sociale et solidaire

Episode 2 - Zoom sur l'ESS en France/ Les Réformes économiques et syndicales/ L'intégration de l'économie sociale et solidaire aux fonctionnements scolaires

Pour poursuivre : <https://centrehenriaigueperse.com/2025/05/08/leconomie-sociale-et-solidaire-avec-timothee-duverger/>

[EN LIEN] : Novembre, le mois de l'économie sociale et solidaire

Novembre, c'est le mois de l'ESS.

L'économie sociale et solidaire (ESS) est un mouvement social et économique qui apparaît aujourd'hui comme une alternative pertinente au mode de production actuel en proposant :

- le partage des richesses qu'elle produit,
- de la qualité des emplois créés,
- de l'implication des citoyens dans le pilotage des projets.

Au cours des semaines à venir, des acteurs qui font l'économie sociale et solidaire témoignent de ce qu'elle peut apporter à notre société en pleine transition. Le moment est opportun pour approfondir notre connaissance de cette économie. Voici une sélection de liens et de ressources en ce sens.

Le mois de l'ESS près de chez vous :

En novembre, plus de 1200 événements sont organisés partout en France pour rencontrer des acteurs et en savoir plus sur l'économie sociale et solidaire. [Accéder au programme des événements.](#)

Pour poursuivre : <https://centrehenriaigueperse.com/2025/11/06/novembre-le-mois-de-leconomie-sociale-et-solidaire/>

« C'est chacun de nous qui est humilié en sa personne » : le syndicalisme de l'éducation, le 17 octobre 1961 et la Guerre d'Algérie

La répression des manifestations pour l'indépendance de l'Algérie à Paris le 17 octobre 1961 a longtemps été occultée. Ce jour-là, le mouvement indépendantiste algérien souhaite montrer sa force en métropole en organisant une série de manifestations. La police parisienne sur ordre des autorités réprime très violemment les rassemblements parisiens, afin de dissuader les Algériens présents en France de rejoindre les rangs des indépendantistes. La violence systématique a causé plusieurs dizaines de morts et la presse fut muselée afin de ne pas rendre compte de ce climat de répression. Il a fallu attendre plus de trente ans pour que témoins et historiens puissent rendre compte des événements de ce 17 octobre sanglant.

Pour poursuivre : <https://centrehenriaigueperse.com/2025/10/17/cest-chacun-de-nous-qui-est-humilie-en-sa-personne-le-syndicalisme-de-leducation-le-17-octobre-1961-et-la-guerre-dalgerie/>

"Patronyme" de Vanessa Springora

A la croisée des genres entre récit véridique, fiction et fresque historique, l'ouvrage de Vanessa Springora mêle subtilement la « petite histoire » de sa famille pleine de secrets et de non-dits avec la grande Histoire du XXème siècle.

La fin d'un mythe

Tout commence avec le décès de son père. Alors qu'elle ne l'a plus vu depuis des années et étant fille unique, elle se voit chargée de libérer l'appartement de ses grands-parents paternels qu'il ne quittait plus depuis des décennies. Plongeant au cœur de l'intime d'un homme fou coupé du monde, Vanessa Springora découvre dans les souvenirs familiaux deux photos de jeunesse de son grand-père paternel portant les insignes nazis. C'est à partir de cette découverte que le roman familial qui berçait son enfance vole en éclat.

Pour poursuivre : <https://centrehenriaigueperse.com/2025/11/07/patronyme-de-vanessa-springora-un-nom-charge-de-secrets/>

La Maison Radieuse de Rezé – un esprit collectif préservé

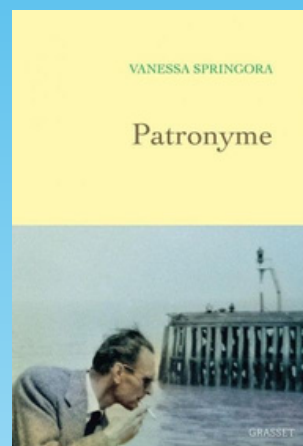
Cette année, les Journées du Matrimoine et du Patrimoine ont rimé avec anniversaire pour la Maison Radieuse de Rezé (Loire Atlantique).

Fêtant ses 70 ans, la Maison Radieuse construite entre 1953 et 1955 à Rezé, près de Nantes, est la seconde des cinq Unités d'Habitation dessinées par le célèbre architecte Le Corbusier. En plus d'être un projet architectural novateur, la Maison Radieuse est aussi un projet Social innovant. En effet, sa construction n'est pas liée à une commande publique mais à celle conjointe de Gabriel Chereau, avocat nantais et de la Maison Familiale et de son vice-président, Émile Decré.

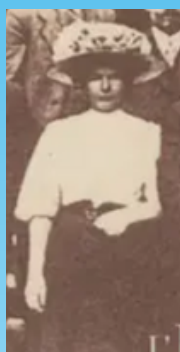
Un projet à la genèse collective

Au moment de sa construction, la ville de Rezé, garant financier du projet ne pouvait en effet assurer que 75% du montant total nécessaire. La Maison Familiale en appelle alors aux particuliers qui, en venant contribuer au financement du chantier, acquièrent alors une part de celui-ci via la location-accession. Ces futures habitant-es, regroupé-es en société coopérative d'habitat social obtiennent alors le statut assez rare de coopérateur-es.

Pour poursuivre : <https://centrehenriaigueperse.com/2025/10/13/la-maison-radieuse-de-reze-un-esprit-collectif-preserve/>



[Quoi de 9 ?]



Le Centre de Recherche, de
Formation et d'Histoire sociale de
l'UNSA Éducation
Pour tout contact : Benoît Kermoal
benoit.kermoal@unsa-
education.org
L'équipe du CHA :
Julien Danglard, Eric D'Alesandro,
Emilie Foucret, Éric Mampaey,
Nathalie Meyer, Laëtitia Nys,
Jean-François Roland, Solenn Texier

courriel :
centrehenriaigueperse@unsa-
education.org

Plus de lectures, d'informations,
d'analyses sur notre site :
<https://centrehenriaigueperse.com>

À noter dans [L'AGENDA]

12 novembre Colloque du CNAL : Choisir l'École publique !

Le comité national d'action laïque (CNAL) organise un colloque de restitution de ses travaux de l'année 2024-2025, présidés par la Fédération des Conseils des Parents d'Elèves (FCPE).

Une note de la fondation Jean Jaurès apportera un éclairage complémentaire à ces conclusions.

Plus d'informations : <https://www.cnal.info/colloque-du-cnal-choisir-lecole-publique/>

24 novembre Événement : la revue Cléo a 30 ans !

Une invitation à se pencher sur le passé, à regarder le chemin de Cléo, Femmes, genre, histoire parcouru depuis 1995, à retracer le paysage de l'histoire des femmes et du genre en France comme à l'étranger, à évaluer les défis que rencontrent les revues dans le contexte scientifique d'aujourd'hui.

Pour s'inscrire à l'événement (obligatoire mais gratuit) :
<https://www.helloasso.com/associations/association-histoire-femmes-et-societe-revue-cléo/evenements/cléo-fete-ses-30-ans>

[PORTRAIT] Marguerite Bodin : une institutrice pionnière et visionnaire oubliée

Née en 1869 et morte en 1940, Marguerite Bodin fut tout à la fois institutrice passionnée de pédagogie, féministe, pacifiste et syndicaliste convaincue. Présente dans les combats qui ont secoué l'éducation et la société, il est temps de mettre l'éclairage sur cette figure oubliée de l'histoire sociale.

Marguerite Bodin fait partie de la cohorte des premières générations d'institutrices formées à la fin du XIXe siècle dans le sillon des lois Ferry (1881-1882) et Gobelet (1886). La féminisation de l'enseignement entre 1880 et 1920, ne s'est pas faite sans heurts et résulte d'un long processus. Ces lois, en imposant la laïcisation et l'organisation d'un corps enseignant féminin, entraînent la création d'école normale de jeunes filles.

Pour poursuivre : <https://centrehenriaigueperse.com/2025/11/03/marguerite-bodin-une-institutrice-pionniere-et-visionnaire-oubliee/>

Pourquoi commémorer ?

Le 11 novembre commémore depuis 1922 le jour de l'armistice de la guerre 1914-1918. Depuis 2012, il honore également tous les morts pour la France des conflits anciens et actuels. Cette année, cette journée sera suivie du 10^e anniversaire des attentats sanglants du 13 novembre 2015 qui ont traumatisé notre pays. Instants de recueillement, journées du souvenir, temps forts où la mémoire et l'histoire s'entrechoquent, les commémorations renforcent également notre cohésion sociale. Ces pratiques mémorielles sont aussi indispensables dans l'éducation des plus jeunes car elles consolident notre sentiment civique et participent à faire vivre au présent les valeurs républicaines. Rites de passage démocratiques, les commémorations sont en outre l'occasion de prendre connaissance des avancées de la recherche : ainsi, de nombreux travaux en histoire et en sciences sociales, transdisciplinaires et innovants, nous aident à comprendre notre passé récent. C'est pourquoi, on peut lire dans ce numéro de novembre de notre lettre en ligne plusieurs articles en lien avec l'histoire, le passé, la filiation et la permanence de la mémoire dans notre présent.

Le temps des commémorations est aussi un temps de recueillement. Cette fin d'année 2025 clôt en outre le cycle d'histoire et de mémoire autour des années 1944-1945 qui ont permis le retour de la République. C'est pourquoi on peut citer ici l'édito de l'« École Libératrice » du 10 juillet 1945 : « Le souvenir de ceux qui ne sont plus doit demeurer éternellement. À notre fervente piété de ne pas laisser vaciller la flamme sacrée du souvenir. »

Benoît Kermoal, délégué général du Centre Henri Aigueperse

